



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DU CALVADOS**

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT DE BASSE-NORMANDIE  
UNITE TERRITORIALE DU CALVADOS**

**SLX/CL – 2011 – B 1006**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL  
COMPLEMENTAIRE  
Société VALNOR  
Communes de BILLY et D'AIRAN**

*Inertes*  
*16 février 2012*

**LE PRÉFET DU CALVADOS,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**VU** la Directive Européenne n° 1999/31/CE du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge de déchets ;

**VU** la Directive Européenne 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (IPPC) ;

**VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses titres 1<sup>er</sup> et 4 des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux en date du 24 mai 2011 ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant création de servitudes d'utilité publique autour de la zone d'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux de Billy du 24 mai 2011 ;

**VU** le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés du Calvados, approuvé le 27 mai 2002 ;

**VU** la demande et les pièces jointes déposées le 23 décembre 2004 par la Société VALNORMANDIE dont le siège social est situé 10 rue de la cotonnière à Caen, représentée par Monsieur FOUILLAUD Président Directeur Général, à l'effet d'être autorisée à exploiter l'extension d'un centre de stockage de déchets ultimes et inertes sur le territoire des communes de Billy et Airan au lieu-dit «le mont tornu» et ayant abouti à la délivrance de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2006 ;

**VU** le jugement n° 0701513 rendu le 5 mars 2009 par le tribunal administratif de CAEN annulant l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2006 ;

**VU** le dossier de remise en état de la zone de stockage de déchets inertes déposé le 29 juin 2011 par la société VALNOR, complété le 28 septembre 2011 ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 25 novembre 2011 de l'inspection des installations classées ;

**VU** l'avis en date du 13 décembre 2011 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que la société VALNOR doit assurer la remise en état des zones de stockage de déchets inertes et d'amiante-lié à des matériaux inertes dont l'exploitation a été interdite par jugement n° 0701513 rendu le 5 mars 2009 par le tribunal administratif de CAEN annulant l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2006 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que la zone de stockage des déchets inertes est connexe à l'installation de stockage de déchets non dangereux implantée sur le territoire de la commune de BILLY et exploitée par la société VALNOR ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de compléter par voie d'un arrêté préfectoral complémentaire les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du centre de stockage de déchets non-dangereux susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de remise en état de la zone de stockage de déchets inertes, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le maintien sur site des déchets inertes issus du BTP sur le territoire de la commune D'AIRAN n'est pas susceptible d'avoir un impact sur l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les modalités de remise en état sur le territoire de la commune d'AIRAN définies par le présent arrêté sont compatibles avec le classement NC du Plan d'Occupation des Sols de la commune d'AIRAN ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : ARRET DES ACTIVITES**

L'exploitation commerciale de la zone de stockage de déchets inertes issus du BTP débutée le 25 juillet 2007 et de déchets d'amiante lié implantée sur le territoire de la commune d'AIRAN et pour partie sur le territoire de la commune de BILLY, débutée le 24 avril 2008, est interdite.

### **ARTICLE 2 : EXPLOITANT RESPONSABLE DES INSTALLATIONS**

La société VALNOR représentée par son Directeur Régional, dont le siège social est situé 18/20 rue Henri Rivière - immeuble Le Trident - 76 171 ROUEN Cedex 01, doit assurer la mise en sécurité et la remise en état selon un usage déterminé, dans des conditions permettant de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, de la zone de stockage de déchets inertes (constitués de déchets inertes issus du BTP et de déchets d'amiante-lié à des matériaux inertes), détaillée dans les articles suivants.

### **ARTICLE 3 : REMISE EN ETAT DU SITE**

#### **3.1 : Dispositions générales de remise en état :**

La société VALNOR est tenue d'assurer la remise en état de la zone de stockage de déchets inertes selon un usage compatible avec l'activité agricole du secteur.

La remise en état du site est effectuée dans des conditions permettant de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Les déchets stockés durant l'exploitation commerciale, qui s'est déroulée du 25 juillet 2007 au 9 mars 2009, sont maintenus sur le site et font l'objet d'un confinement selon les dispositions des articles 3.2 à 3.4 du présent arrêté.

Dans le cadre de ces aménagements, aucun apport externe de matériaux inertes n'est autorisé. L'exploitant utilise les matériaux présents sur le site. L'utilisation de compost conforme aux normes en vigueur est autorisée.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour préserver l'intégration paysagère du site dans son environnement. Dans ce cadre, les couvertures mises en place, recouvrant les déchets, sont végétalisées.

#### **3.2 : Dispositions particulières applicables au stockage de déchets d'amiante-lié à des matériaux inertes :**

La remise en état s'effectue de manière à garantir l'intégrité des déchets stockés. Le confinement mis en place doit permettre de prévenir toute exposition future des riverains aux déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

Le confinement est constitué conformément au dossier de remise en état du 29 juin 2011 susvisé, de bas en haut :

- 50 cm de matériaux inertes provenant du site ;
- géotextile surmonté de la géomembrane du casier rabattue sur les déchets ;
- 80 cm de matériaux inertes provenant du site ;
- 15 cm de mélange de matériaux inertes provenant du site et de compost normé ;

Les couches de matériaux mis en place présentent une épaisseur et une résistance mécanique suffisante pour assurer la pérennité de la couverture ainsi constituée.

Les dispositions sont prises pour empêcher tout risque de contamination des eaux ruisselant sur la couverture.

### **3.3 : Dispositions particulières applicables au casier de stockage de déchets inertes issus du BTP :**

Les déchets inertes issus du BTP stockés dans le casier sont recouverts par une couche de matériaux inertes mélangée à du compost conforme à la norme en vigueur.

Les couches de matériaux mis en place présentent une épaisseur et une résistance mécanique suffisantes pour assurer la pérennité de la couverture ainsi constituée.

### **3.4 : Dispositions particulières relatives à la zone d'affouillement :**

L'exploitant doit prendre en compte l'aspect paysager lors de la remise en état du site. Dans ce cadre, celui-ci :

- met en œuvre un reprofilage de la topographie de l'affouillement de la zone des inertes selon une pente douce permettant notamment de casser les angles ;
- met en place une couche de terre végétale ou de compost conforme à la norme en vigueur sur une épaisseur suffisante afin de végétaliser les sols ;
- enlève les équipements ou dispositifs non utilisés dans le cadre de la remise en état du site ;

Le dispositif d'étanchéité du casier de stockage des déchets d'amiante lié, non utilisé à des fins de confinement des déchets en place, est démantelé et évacué du site (géomembrane PEHD ; géotextile anti-poinçonnant ; massif drainant ; réseau de drainage).

La cote du fond de forme de la zone ne peut être inférieure à 31,5 mNGF.

### **3.5 : Plan topographique :**

A la fin de la remise en état du site, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation, etc.), et l'emplacement des alvéoles dans lesquelles des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés.

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation, et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.

### **3.6 : Stock de terre végétale :**

La reprise du stock de terre végétale, situé sur la parcelle ZN15 de la commune d'AIRAN à des fins de réaménagement des casiers de l'installation de stockage de déchets non dangereux de BILLY, sera effectuée au fur et à mesure des besoins de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de BILLY exploité par la société VALNOR.

### **3.7 : sécurisation des accès :**

La société VALNOR prend les dispositions nécessaires pour interdire l'accès aux zones de stockage de déchets inertes et de déchets d'amiante lié à toute personne étrangère lors de la phase de remise en état du site et durant la phase d'exploitation commerciale de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société VALNOR.

Dans ce cadre, la clôture grillagée implantée en périphérie de la zone de stockage est maintenue.

#### **ARTICLE 4 : ECHEANCIER :**

Les aménagements liés à la remise en état du site sont réalisés selon l'échéancier suivant :

##### **Au 31 août 2012 :**

- mise en place de la couverture sur les déchets inertes issus du BTP ;
- mise en place de la couverture sur les déchets d'amiante lié ;
- récupération des matériaux drainants ;

##### **Au 31 décembre 2013 :**

- reprofilage de la topographie de l'affouillement ;
- mise en place d'une couche de terre végétale ou de compost conforme à la norme en vigueur sur une épaisseur suffisante afin de végétaliser les sols ;

##### **Au 30 avril 2014 :**

- végétalisation de l'ensemble de la zone d'affouillement et des couvertures réalisées sur les déchets stockés ;
- transmission d'un rapport attestant la réalisation des travaux ;

#### **Article 5 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés notamment ceux du ou des propriétaires des terrains concernés.

#### **Article 6 :**

Faute, pour la société VALNOR de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article 514-1 du Code de l'Environnement.

#### **Article 7 :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1/ Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2/ Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

Une contribution pour l'aide juridique de 35 € est due par la partie qui introduit une instance devant les juridictions. A défaut de s'acquitter de cette contribution ou de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, la requête ainsi introduite devant le tribunal administratif peut être rejetée d'office sans demande de régularisation préalable.

**Article 8 :**

Le présent arrêté est inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Calvados.

Un extrait du présent arrêté est affiché aux mairies de AIRAN et BILLY pendant un mois avec l'indication qu'une copie intégrale est déposée en mairie et mise à la disposition de tout intéressé. Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage. Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

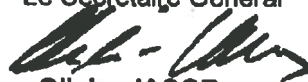
Un avis est inséré, par les soins de la préfecture, dans deux journaux diffusés dans le département aux frais du pétitionnaire.

**Article 9 :**

Le Secrétaire Général de la préfecture du Calvados, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie Inspecteur des Installations Classées, ainsi que les Maires de AIRAN et de BILLY sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur en recommandé avec accusé de réception.

Caen, le **16 FEVRIER 2012**

Pour le Préfet par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Olivier JACOB

**Une copie du présent arrêté sera adressée :**

- aux maires de AIRAN et BILLY ;
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie ;
- au Chef de l'unité territoriale du Calvados de la DREAL ;